



Mars 2008

Bva

Le baromètre économique - Vague 27 -

BVA - BFM - Les Echos - The Phone House

Le baromètre économique :

Popularité de la politique économique du gouvernement

Anticipations des Français pour 2008

Impact du résultat des élections municipales sur le rythme des réformes

Le conflit au sein du MEDEF

Le souhait d'ouverture des organismes paritaires

Ce sondage est réalisé pour



, **Les Echos** et

The Phone House

Publié dans

Les Echos

et diffusé sur



le 19 Mars 2008

LEVÉE D'EMBARGO LE MERCREDI 19 MARS 2008 - 00 HEURE 30

**Contact BVA : Gaël Sliman - Directeur délégué de BVA
01 71 16 88 33**

Interrogés la veille de leur vote de 2^d tour des élections municipales, les Français se montrent ce mois-ci encore plus pessimistes sur l'avenir et encore plus sévères sur la politique économique du gouvernement. Si les insatisfactions à cet égard correspondent bien pour certains (et comme l'expliquait la majorité après sa défaite), notamment auprès des seniors et des retraités, à de l'impatience à voir les réformes s'accélérer, elle correspond surtout (chez tous les actifs et notamment les salariés) à une demande de changement de cap vers plus de « social » et de « défense des services publics ».

Dans un tout autre registre, la situation difficile de la majorité dans l'Opinion contraste avec celle plus positive, de Laurence Parisot qui parvient plutôt à convaincre l'Opinion (notamment les patrons et professions libérales) de sa bonne volonté dans son bras de fer avec l'UIMM et, est pleinement en phase avec les attentes de celle-ci concernant sa volonté d'ouvrir davantage le processus actuel de direction des organismes paritaires.

1) Avec 63% de mauvaises opinions (+5 points) contre 34% de bonnes (-2 points), la politique économique du gouvernement s'accroît encore un peu plus ce mois-ci

Aujourd'hui, seuls un tiers des Français (34%) juge « bonne » la politique économique du gouvernement contre un peu moins des deux tiers qui la jugent « mauvaise » (63%).

Avec 2 points de moins en bonnes opinions et surtout 5 points de plus en mauvaises, le niveau de répartition actuelle des opinions est le strict inverse de ce qu'il était lors de l'arrivée de Nicolas Sarkozy à l'Élysée en mai 2007 (62% de bonnes opinions et 30% de mauvaises).

Mis à part les sympathisants de droite (59% de bonnes opinions), personne n'approuve plus désormais la politique économique du gouvernement. Plus préoccupant encore, c'est auprès de ces derniers que l'érosion de l'indice de confiance (bonnes opinions – mauvaises opinions) a été la plus spectaculaire au cours de ces derniers mois : cet indice est ainsi passé de +61 en septembre, à +43 en décembre pour chuter à « seulement » +20 ce mois-ci.

Si cette tendance n'était pas stoppée au cours des semaines à venir, il est probable que le gouvernement parvienne à égaler (en mai) puis

dépasser (en juin) les pires performances enregistrées sur cet indicateur par Dominique de Villepin en juin 2006 (à l'époque on comptait 74% de mauvaises opinions contre 23% de bonnes).

2) Les anticipations sur les événements économiques à venir pour 2008 sont extrêmement pessimistes et l'idée du plan de rigueur à venir avancée par la gauche et réfutée par la droite était bien présente dans les esprits des électeurs avant le vote

Les anticipations sur les événements économiques à venir pour 2008 sont extrêmement pessimistes notamment en ce qui concerne le faible niveau de croissance et la hausse des impôts (respectivement 75% et 68% de pronostic). De même, la baisse de l'indice du CAC40 depuis l'été 2007 en raison de la crise des « subprimes » aux Etats-Unis et son impact sur l'économie n'incite guère les Français à l'optimisme sur une éventuelle hausse de la bourse et des valeurs qui composent cet indice (33% pronostiquent la hausse). Seul le crack immobilier (ou tout au moins une forte baisse) n'est pas spécialement pronostiqué par les Français (37%) alors même qu'il est annoncé par de plus en plus d'experts. Plus intéressant encore, notamment au regard du scrutin de dimanche dernier : les Français étaient majoritairement persuadés (61%) avant d'aller aux urnes qu'un plan de rigueur était prêt pour l'après-municipales.

Cette idée, fortement portée par l'opposition durant la campagne et largement démentie par la majorité consacre une nette victoire de la « Com' » de la gauche et explique certainement en partie l'ampleur des bons résultats des candidats du PS et du vote sanction contre la majorité.

De plus, une sorte de rare « consensus sur le pire » existe dans l'Opinion sur tous ces sujets, même en ce qui concerne « le plan de rigueur » presque aussi anticipé à droite qu'à gauche (respectivement 0% et 68%). Le niveau de pessimisme des Français sur l'ensemble de ces sujets dépasse celui enregistré en janvier 2007 pour l'année à venir, soit avant le souffle d'espoir porté par l'élection de Nicolas Sarkozy. Il situe le pessimisme économique du pays au niveau de ce qu'il fut en 2006, année particulièrement « sombre » concernant le moral des Français.

3) L'interprétation du vote des municipales est délicate : une minorité essentiellement composée de retraités juge que c'est une demande d'accélération du rythme, tandis qu'une majorité, très nette auprès des actifs et des salariés pense à l'inverse qu'il faut changer de cap et faire « plus de social » et de « défense des services publics »

L'interprétation du vote des municipales penche en faveur des arguments de la gauche plutôt qu'en faveur de ceux de la majorité : Invités à choisir entre les deux alternatives, les Français souhaiteraient que Nicolas Sarkozy ait une politique davantage tournée vers le « social et la défense des services publics », plutôt que vers « l'accentuation du rythme des réformes en matière de retraites et de déficits publics ».

Pourtant, l'écart entre les deux arguments est moins important (51% contre 40%) que ce que l'on aurait pu imaginer au regard des résultats précédents du baromètre et surtout du vote des électeurs aux élections municipales.

Il existe donc bien à la fois une frustration « sociale », de « gauche » sur le cap choisi (66% contre 28% auprès des sympathisants de gauche) et aussi une frustration « réformiste », de « droite » portant sur la faiblesse du rythme des réformes par rapport aux attentes ou aux promesses (57% contre 35% auprès des sympathisants de droite).

Or, il sera bien difficile de satisfaire les deux ...

En détaillant cet arbitrage selon les critères sociodémographiques de la population, un autre élément explicatif et moins attendu que la proximité partisane apparaît nettement : ce relatif équilibre s'explique presque exclusivement par l'opinion des retraités et des inactifs qui, seuls, sont majoritairement favorables à l'accélération des réformes (49% contre 41%). Inversement, les actifs dans leur ensemble, et les salariés en particulier (public et privé confondus) sont très majoritaires (59% contre 33%) à souhaiter « davantage de social ». Plus surprenant, les chefs d'entreprise et professions libérales eux-mêmes sont aussi une majorité (mais courte : 47% contre 43%) à privilégier cette interprétation sociale.

4) Laurence Parisot a plutôt convaincu de sa bonne volonté dans son bras de fer avec l'UIMM et semble pleinement en phase avec les attentes des Français, et des patrons, concernant sa volonté d'ouvrir davantage les organismes paritaires

Laurence Parisot semble dans la bonne voie : son bras de fer face à l'UIMM tout comme sa volonté d'ouverture concernant les mandats du MEDEF dans les organisations paritaires sont adoucis. En effet, sa démarche face à l'UIMM est davantage interprétée comme une action positive et sincère plutôt que manœuvrière par une courte majorité de Français (48% contre 31%), et surtout une assez nette majorité de patrons et professions libérales (52% contre 33%). Elle est encore plus fortement perçue comme telle par les sympathisants de droite (63% contre 25%).

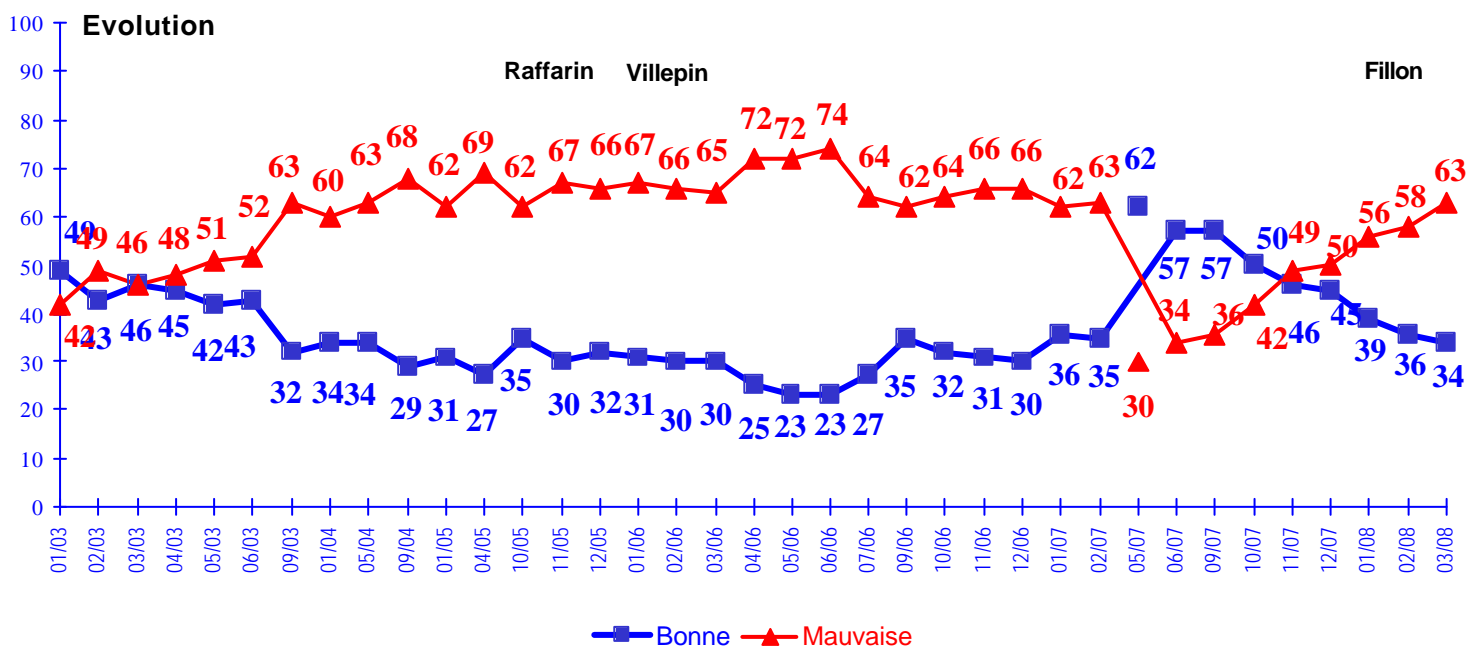
Plus globalement, le MEDEF, à travers sa récente déclaration (18 mars) concernant sa volonté d'ouvrir largement ses processus actuels de représentation dans les organismes paritaires rejoint sans le savoir une attente des Français (56% contre 32%) et surtout des patrons et professions libérales (72% contre 21%). Cette question de l'ouverture suscite en outre un très large consensus, social et politique.

**Gaël Sliman
Directeur délégué de BVA**

POPULARITÉ DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE DU GOUVERNEMENT

Vous personnellement, diriez-vous que la politique économique menée actuellement par le gouvernement est très bonne, plutôt bonne, plutôt mauvaise ou très mauvaise ?

	Ensemble			Sympathisants			
	Mars 2008	Rappels Fév.2008		Mars 2008		Rappels Fév.2008	
			Gauche	Droite	Gauche	Droite	
Très bonne	2	2	1	4	1	2	
Plutôt bonne	32	34	14	55	16	57	
S/T Bonne	34	36	15	59	17	59	
Plutôt mauvaise	41	37	52	27	47	28	
Très mauvaise	22	21	31	12	32	8	
S/T Mauvaise	63	58	83	39	79	36	
(NSP)	3	6	2	2	4	5	
Total	100	100	100	100	100	100	



Le sondage a été réalisé par l'Institut BVA par téléphone les 14 et 15 Mars 2008 auprès d'un échantillon de 1008 personnes, représentatif de la population française âgée de 15 ans et plus.

Echantillon par la méthode des quotas : sexe, âge, profession du chef de famille après stratification par régions et catégories d'agglomération.

ANTICIPATIONS DES FRANCAIS POUR 2008 (AVEC HISTORIQUE)

Voici un certain nombre d'événements économiques importants qui pourraient survenir au cours de cette année 2008. Pour chacun d'eux dites-moi si oui ou non vous pensez qu'il se produira :

	Oui	Non	(NSP)
Un faible niveau de croissance économique	75	22	3
<i>Rappels janvier 2007</i>	<i>68</i>	<i>28</i>	<i>4</i>
<i>Rappels janvier 2006</i>	<i>75</i>	<i>23</i>	<i>2</i>
Une hausse des impôts et des prélèvements	68	30	2
<i>Rappels janvier 2007</i>	<i>61</i>	<i>36</i>	<i>3</i>
<i>Rappels janvier 2006</i>	<i>76</i>	<i>23</i>	<i>1</i>
Un plan de rigueur ou d'austérité*	61	33	6
Un crack immobilier (Une forte baisse du marché de l'immobilier)	37	58	5
<i>Rappels janvier 2007</i>	<i>29</i>	<i>68</i>	<i>3</i>
<i>Rappels janvier 2006</i>	<i>28</i>	<i>69</i>	<i>3</i>
Une forte hausse de la bourse et des valeurs du CAC 40	33	57	10
<i>Rappels janvier 2007</i>	<i>36</i>	<i>49</i>	<i>15</i>
<i>Rappels janvier 2006</i>	<i>35</i>	<i>53</i>	<i>12</i>

* *Nouvel item*

ANTICIPATIONS DES FRANCAIS POUR 2008 (DETAIL GAUCHE-DROITE)

Voici un certain nombre d'événements économiques importants qui pourraient survenir au cours de cette année 2008. Pour chacun d'eux dites-moi si oui ou non vous pensez qu'il se produira :

	Oui	Non	(NSP)
Un faible niveau de croissance économique	75	22	3
<i>Sympathisants de gauche</i>	74	23	3
<i>Sympathisants de droite</i>	79	19	2
Une hausse des impôts et des prélèvements	68	30	2
<i>Sympathisants de gauche</i>	75	24	1
<i>Sympathisants de droite</i>	61	37	2
Un plan de rigueur ou d'austérité	61	33	6
<i>Sympathisants de gauche</i>	68	27	5
<i>Sympathisants de droite</i>	60	37	3
Un crack immobilier (Une forte baisse du marché de l'immobilier)	37	58	5
<i>Sympathisants de gauche</i>	39	56	5
<i>Sympathisants de droite</i>	34	64	2
Une forte hausse de la bourse et des valeurs du CAC 40	33	57	10
<i>Sympathisants de gauche</i>	37	54	9
<i>Sympathisants de droite</i>	30	63	7

IMPACT DU RESULTAT DES ELECTIONS MUNICIPALES SUR LE RYHTME DES REFORMES

Pensez-vous que Nicolas Sarkozy devrait interpréter le résultat de ces élections municipales comme une incitation à ...

	Ensemble	Sympathisants de		Profession de l'interviewé		
		gauche	droite	salariés	à son compte	inactifs
Accentuer le rythme des réformes notamment en ce qui concerne les retraites, la baisse des déficits et la limitation du poids de la dépense publique	40	28	57	33	43	49
Adapter sa politique aux préoccupations des Français en matière sociale et de défense des services publics	51	66	35	59	47	41
(ni l'un, ni l'autre)	5	3	6	5	10	4
(NSP)	4	3	2	3	-	6
Total	100	100	100	100	100	100

LE CONFLIT AU SEIN DU MEDEF

Laurence Parisot, la présidente du mouvement patronal le MEDEF, voudrait limiter l'influence de l'UIMM qui est l'une des composantes du MEDEF. Elle reproche à l'UIMM des pratiques comptables douteuses et un manque d'éthique dans la rémunération de ses dirigeants.

Vous personnellement pensez-vous que cette attitude de Laurence Parisot ...

	Ensemble	Sympathisants de		Profession de l'interviewé	
		gauche	droite	chefs d'entreprises et professions libérales	salariés
...correspond à une volonté réelle d'améliorer le fonctionnement et l'image du MEDEF	48	40	63	52	44
...correspond à une manoeuvre visant à affaiblir une organisation puissante qui la gêne	31	39	25	33	37
(Les deux)	5	6	3	3	6
(NSP)	16	15	9	12	13
Total	100	100	100	100	100

LE SOUHAIT D'OUVERTURE DES ORGANISMES PARITAIRES

Les dirigeants des organismes paritaires de la Sécurité Sociale, de l'assurance chômage et de certaines caisses de retraite complémentaires sont aujourd'hui forcément issus du mouvement patronal ou de l'un des cinq syndicats de salariés désignés comme représentatifs.

Vous personnellement, souhaiteriez-vous que cette règle soit maintenue ou qu'on la change pour permettre à d'autres organisations ou personnalités de diriger ces institutions paritaires ?

	Ensemble	Sympathisants de		Profession de l'interviewé	
		gauche	droite	chefs d'entreprises et professions libérales	salariés
Que cette règle soit maintenue	32	36	30	21	30
Qu'on la change pour permettre à d'autres organisations ou personnalités de diriger ces institutions	56	55	62	72	61
(NSP)	12	9	8	7	9
Total	100	100	100	100	100